

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL D'INFORMATION SUR
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR
Jacques DUBOIN
EN 1934

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

- Echos de l'actualité
 - Editorial, par M.-L. Duboin p. 1
 - La vérité en marche, par G. Steydlé. p. 4
- Les prochaines élections
 - L'économie distributive et le mal politique, par J. Carlesse. p. 3
 - La « lutte finale » est commencée, par R.-L. Thuillier. p. 9
 - L'économie distributive en questions et réponses. p. 6
- Théorie et réflexion
 - La liberté :
 - Un pays nommé Liberté, par A. Chantraine. p. 6
 - Sommes-nous en liberté ? par J. Pennaneac'h. p. 6
 - Quatre aveuglements en chaîne, par M. Dieudonné. p. 11
 - Un chômeur condamné... pour vol, par P. Armand. p. 11
 - Méfais divers, par A. Barreau. p. 13
- Rubriques habituelles
 - Le fil des jours, par J.-P. Mon. p. 5
 - Soit dit en passant, par G. Lafont. p. 7
 - Questions agricoles, par J. Mestrallet. p. 10
 - Courrier des lecteurs. p. 12
 - Tribune libre. p. 14
 - Entraide. p. 8
- Résumé de nos thèses. p. 15
- Abonnements. p. 13

AUCUN ARBRE NE PEUT POUSSER JUSQU'AU CIEL!

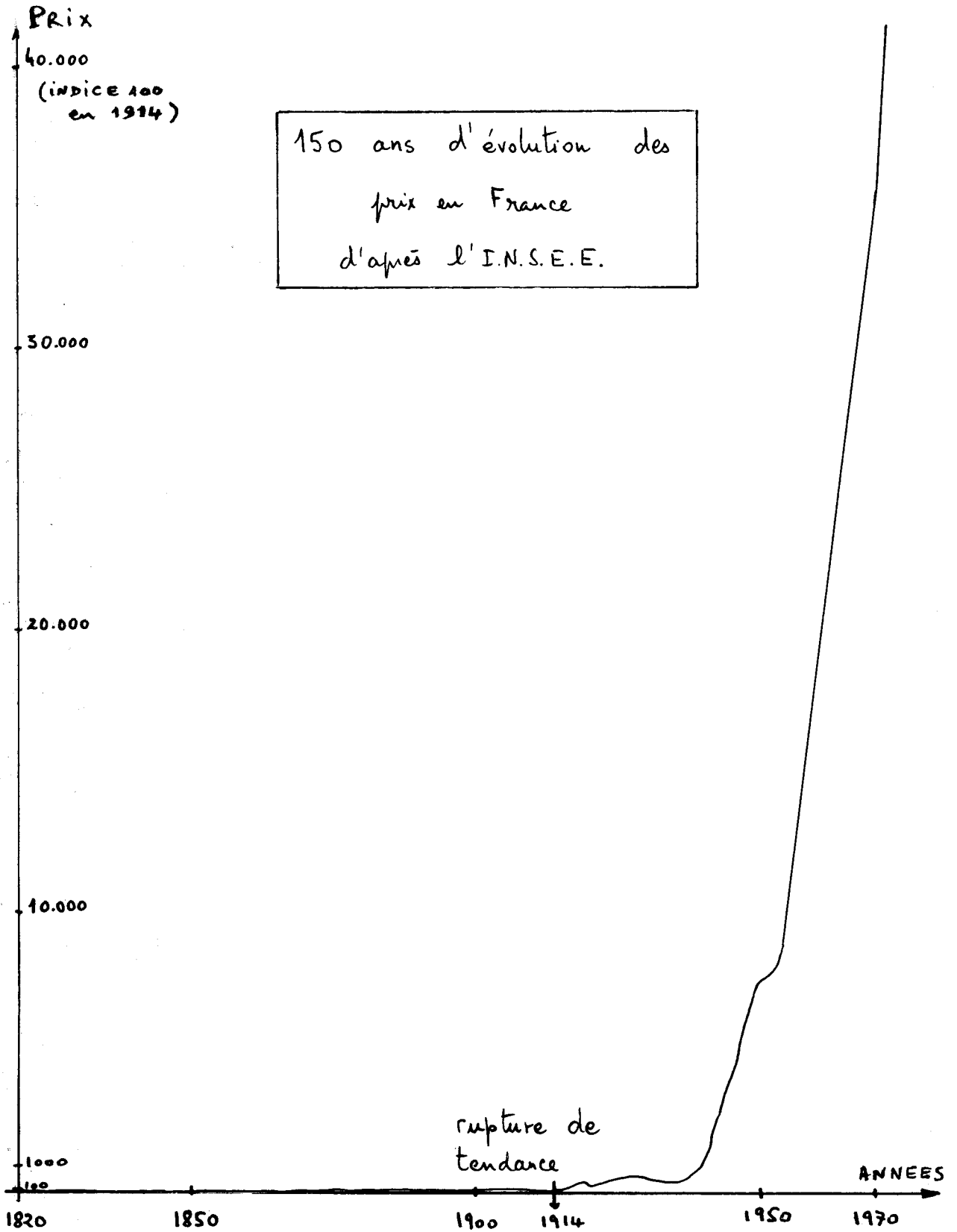
par M.-L. DUBOIN

CETTE réflexion, qui est sûrement un proverbe chinois, servit un jour de titre, ici-même, à un éditorial de Jacques Duboin. Elle m'est revenue tout naturellement à l'esprit en découvrant la courbe de l'évolution des prix en France depuis 150 ans, établie par l'I.N.S.E.E. (1). Nous la reproduisons ci-contre, en seconde page, pour inviter nos lecteurs à méditer.

Ils remarqueront d'abord qu'il n'est pas bien difficile d'imaginer le début de la courbe, vers la nuit des temps. Les prix, avant 1800, étaient plus faibles. Ils se confondraient donc, sur cette courbe, avec l'axe des temps et il faudrait prolonger cette droite de plusieurs centimètres sur la gauche.

Même sans cela, la courbe reproduite répond à tous ceux qui ne voient pas à quelle époque leurs conditions de vie témoignent d'une rupture totale avec le passé. Il est simple d'y lire que tout a changé au début de ce siècle. Précisément à l'époque où des progrès, dans tous les domaines, ont bouleversé les conditions de production. On y voit même que ceci s'est reflété sur le plan monétaire par le brusque changement de pente de la courbe des prix, qui coïncide bien exactement avec le moratoire du mois d'août 1914, comme l'a expliqué J. Duboin (2). Nos lecteurs savent que c'est à dater de cet événement historique que la monnaie a cessé d'être une marchandise pour devenir une monnaie-symbole. Sans en avoir conscience, les promoteurs de cette monnaie-symbole ont ainsi créé des conditions financières qui ont échappé à tout contrôle et à toutes les prévisions des experts, comme des savants qui auraient créé une machine infernale dont ils ne peuvent plus être maîtres : des apprentis-sorciers !

A regarder cette courbe, on imagine qu'elle va monter indéfiniment. Il faut pourtant bien admettre que ce n'est pas possible ! Plus les prix augmentent, plus diminue le pouvoir d'achat des salariés car les règles de la comptabilité moderne sont ainsi faites que toute augmentation des salaires se traduit par une augmentation PLUS FORTE des



prix, nous l'avons démontré ici récemment (3). Une enquête publiée par un hebdomadaire (4) est édifiante : des milliers de gens, en France-même,

vivent dans la misère la plus noire, au jour le jour, sans l'ombre d'un espoir, car ils sont à ce point résignés et cachés qu'ils ne se doutent même pas

de l'absurde injustice à laquelle ils sont condamnés. Le nombre de ces laissés-pour-compte ne peut évidemment qu'augmenter avec celui des **sans-salaire** ! Et cette enquête a été menée en France, je le répète. Que dire des populations pauvres du Tiers-Monde ?

DEUX quotidiens français viennent, presque en même temps, de se taire l'écho de ce que nous expliquons depuis tant d'années :

L'euro-réalisme du « Matin », le 2 septembre, sous le titre « Le bœuf et la raim », rappelle que le Président Carter propose aux États-Unis de réduire de 20 % leur production de bœuf, dont l'abondance a fait baisser les cours. L'auteur ajoute :

« Ce n'est pas la première fois que l'abondance des produits agricoles — blé, lait, viande... — fait paradoxalement le malheur des agriculteurs. Chaque année, en Europe, des tonnes de fruits ou de légumes sont déversées dans les rues en signe de protestation, à l'indignation d'un public qui n'y comprend plus rien. D'un côté, en effet, la progression de la famine dans le monde est une réalité intolérable. De l'autre, le gaspillage et la capacité de production des pays industrialisés sont des données indiscutées. L'opinion est tentée d'appliquer à ces deux phénomènes le principe des vases communicants et trouvera sans doute scandaleux le plan de Jimmy Carter. »

Pour mettre fin à ce scandale, que fait-on ? Washington, dit le journaliste du « Matin », propose la constitution d'un stock international de réserve contre la famine. Mais cette solution généreuse se heurte aux problèmes de la répartition du pouvoir d'achat et à ce que l'auteur appelle « les réalités financières » qui font, par exemple, que les populations pauvres d'Afrique sont contraintes d'exporter leurs produits alimentaires et... meurent de faim.

Encore un petit effort, Monsieur l'auteur de cet article (5). Et vous comprendrez que ces « réalités » ne sont que le résultat de conventions établies par la nécessité quand il fallait faciliter les échanges dans des situations économiques qui étaient totalement différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. Les moyens de production ont complètement changé depuis. C'est une telle révolution qui s'est produite que ce ne sont plus du tout les mêmes problèmes qui se posent. Les conventions nécessaires pour régler la répartition des produits doivent donc, elles aussi, être changées. Il faut savoir suivre son époque ! La nôtre n'est plus celle des échanges marchands, et vous le constatez avec nous. L'économie de profit a fait son temps. Elle est dépassée par les événements. Et ceux-ci appellent l'économie distributive.

LE second quotidien est « Le Monde » où André Fontaine, sous le titre « Travailler moins ? », montre qu'il a compris que les causes du chômage croissant dans tous les pays industrialisés ne sont pas conjoncturelles, mais qu'elles sont la conséquence logique de la mécanisation. J. Duboin,

en 1936, dans son livre « Libération », le montrait de la façon suivante :

« En se servant de la faux, un bon ouvrier coupait la récolte de 30 à 40 ares par jour. En se servant d'une faucheuse, attelée de deux chevaux, il fait le même travail dans le septième du temps. Avec une faucheuse à moteur et une barre de coupe de 2 mètres de large, il peut couper la récolte de 5 hectares dans une journée de sept heures.

« La moissonneuse-lieuse, traînée par tracteur, accomplit ce même travail sur 8 hectares ».

Qu'écrivit, en 1977, André Fontaine ? Citons-le :

« Un schéma, paru samedi dans « die Welt », suffit à en résumer l'effet : pour récolter un hectare de blé, il faut, à la faux, 112 heures ; avec une moissonneuse lieuse tirée par des chevaux, 40 heures ; avec une moissonneuse-batteuse de 3,60 mètres de large, 1 heure et 8 minutes ».

Il n'aura donc fallu que quarante années pour que cette évidence atteigne... le monde. Ne désespérons donc pas car ce journaliste, ayant passé en revue tous les moyens imaginables pour réaliser le « plein emploi », conclut :

« La vérité, c'est que si l'on peut imaginer des palliatifs au chômage dans le cadre national... il ne fournit pas le moyen de l'éliminer »

et il termine, de toute évidence avec nous, par ces mots :

« Rien d'étonnant à ce qu'on voie de plus en plus de jeunes récuser le type de société fondé sur le travail dans lequel nous vivons aujourd'hui et rêver d'un autre genre de vie.

« A ceux qui ont laissé le travail envahir leur existence au point de ne pas concevoir d'autre horizon, aux « drogués du travail » que sont devenus tant de patrons et de cadres, ce rêve qui suscite chez certains des attitudes carrément parasitaires paraît sans doute relever du plus irréal des utopismes. Et cependant, en ce moment où ils rentrent de vacances et s'apprêtent à remettre le doigt dans l'engrenage de l'esclavage moderne, ne leur arrive-t-il pas par moment de penser que la vraie vie devrait être autre chose ?

« ...Une société qui ne soumettrait pas tout à la loi du profit et du rendement ? Cette société-là ne faudrait-il pas un jour la concevoir et essayer de la mettre en pratique si l'on ne veut pas aboutir à institutionnaliser, avec le chômage, le fossé qui sépare de plus en plus ceux qui ne travaillent pas de ceux qui travaillent ? »

Cette société-là, cela fait plus de quarante ans que ce journal la propose. Faudra-t-il en attendre encore autant pour que « Le Monde » le dévoile ?

(1) Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques.

(2) Voir de cet auteur « Pourquoi manquons-nous de crédits ? ».

(3) Voir « La Grande Relève » de mai 1977, p. 8 : « Comptabilité et inflation » par J.-P. Mon.

(4) « Le Nouvel Observateur », n° 664.

(5) Cet article du « Matin » n'est pas signé.

La vérité en marche

par Georges STEYDLE

DANS « La Grande Relève » n° 748 de juillet 77, on pouvait lire sous la plume de Marie-Louise Duboin dans le cadre de son editorial, un article intitulé : LA MALADIE DE LA JEUNESSE.

Il y était question du résultat d'une enquête sur la jeunesse publiée par H. de Gaalon, ancien responsable d'études sociologiques à I.I.F.O.P. Après avoir analysé quelques citations de H. de Gaalon, Marie-Louise Duboin terminait son article par la conclusion suivante :

« Nos raisons personnelles d'optimisme sont de voir qu'un jeune sociologue patiemment rejoint si parfaitement nos analyses et nos conclusions. Il répond ainsi de façon éclatante à ceux de nos camarades qui, au seuil d'une vie de lutte pour défendre les thèses de Jacques Duboin, croient devoir se désespérer en croyant qu'elles n'ont pas fait leur chemin ; la réalité est qu'elles se répandent insensiblement mais irrévocablement et de plus en plus généralement et de plus en plus vite.

« Jamais sans doute la vérité que nous défendons n'a été aussi flagrante. »

En effet, et je voudrais rassurer nos amis pessimistes en leur apportant une preuve de plus d'espérer.

Voici un texte écrit dans les années 50 par un grand savant, hélas trop tôt disparu.

« Qu'est-ce qui différencie l'homme de l'animal ? C'est qu'en s'éveillant il ne pense pas uniquement à chercher sa croûte, ou plutôt, qu'un jour viendra où il ne pourra plus penser uniquement à ça. Aujourd'hui des millions d'hommes sur terre doivent vivre comme l'animal, chercher avant tout leur nourriture et celle des leurs. Et moi-même... »

« Ce n'est pas ça la civilisation. Il n'est pas vrai que le travail imposé par la nourriture soit un travail moral. « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », je ne veux pas de cette philosophie-là. Ce sont les **exploiteurs** (1) qui enseignent, ceux qui vivent du travail des autres. La science et la technique ne devraient-elles pas permettre à chacun de se nourrir avec très peu de travail ? Nous serons **civilisés** (1) quand l'homme n'aura plus besoin de travailler comme il fait pour assurer sa subsistance. Cela ne veut pas dire qu'il ne fera plus rien. Au contraire : c'est alors que son travail sera moral. C'est le travail qu'il fera en plus, librement, pour apporter quelque chose aux autres, intellectuellement ou manuellement, pour enrichir la vie de l'humanité. »

Et c'est signé : Frédéric Joliot-Curie (1900-1950). Ce grand savant rejoignait, lui aussi, nos thèses.

*Il faut de la patience pour connaître la Vérité
Il en faut bien plus encore pour la répandre.*

Albert CHANTRAINE

Mais il y a mieux. Je reprends une citation de H. de Gaalon. (...) « L'école donne aux adolescents les moyens intellectuels d'une compréhension critique d'une société dont les tendances caractéristiques, compétitions, violence, instabilité, matérialisme, ne peuvent que les angoisser et leur faire souhaiter ne jamais y entrer ».

Or, il se trouve que l'école dont parle H. de Gaalon vient de se manifester en soumettant aux élèves d'une académie un canevas dont la teneur ne peut que nous donner des raisons d'espérer.

En effet l'argumentation de Frédéric Joliot-Curie citée plus haut a été reprise par l'Académie du département du Var pour être soumise aux élèves du Terminal à l'occasion des examens du B.E.P. 1977 et dont voici le texte :

QUESTIONS

- 1 — *Expliquez les mots soulignés : exploiters, civilisés.* (4 points)
- 2 — *Achevez la dernière phrase du premier paragraphe « Et moi-même... »* (2 points)
- 3 — *En quoi le travail librement accepté est-il plus moral que le travail « imposé par la nourriture » ?* (6 points)

COMMENTAIRES

« Aujourd'hui des millions d'hommes sur terre doivent vivre comme l'animal, chercher avant tout leur nourriture... Ce n'est pas ça la civilisation. »

*Que pensez-vous de ces affirmations ?
Donnez votre réponse (20 à 30 lignes).
(8 points)*

Voilà ! Nul doute que cet examen aura fait réfléchir les candidats au B.E.P. de l'Académie du Var. Pour ma part, je connais la fille d'un de mes amis qui a répondu aux diverses questions dans le sens des thèses qui nous sont chères. Elle a obtenu son B.E.P. en étant bien notée.

En conclusion, nous dirons avec ces exemples à l'appui et certainement bien d'autres que nous ne connaissons pas, qu'il n'y a aucune raison de désespérer et que nous devons continuer à militer fermement aux côtés de Marie-Louise Duboin afin d'avancer l'heure de notre libération.

(1) Souligné dans le texte.



Dans un article de G. Farkas, France-Soir du 6-9-77 dénonce le « scandale du café ». Selon le journaliste une société brésilienne achèterait d'importantes quantités de café afin d'en maintenir le cours à une valeur élevée.

Là vrai scandale, c'est que France-Soir ne dénonce que celui du café, parce qu'il ne met en cause qu'un pays en voie de développement. Comme si la destruction et le stockage des produits, afin d'en contrôler la « rareté » et donc d'en maintenir les prix, ne se pratiquaient pas en France et en Europe !

★

A Port la Nouvelle (Aude), dans la nuit du 12-8-77, les chalutiers sont rentrés lourdement chargés de sardines. Mais, faute de « débouchés », les pêcheurs en ont rejeté plus de 6 tonnes et demi à la mer.

★

Toujours en France, on s'attend à une récolte record de céréales. Pas étonnant alors que le déchargement, dans le port de Mulhouse, de 250 tonnes de maïs en provenance des Etats-Unis, ait suscité de vives réactions dans les milieux agricoles du Haut-Rhin.

Mais l'importateur a promis qu'il ne recommencerait plus : il voulait simplement profiter de la baisse du dollar qui s'est manifestée au début du mois d'août.

Cette baisse du dollar a d'ailleurs été délibérément organisée par les Américains afin de favo-

riser leurs ventes, principalement au Japon et en Allemagne.

En France, la récolte 1977 de pommes de terre sera excellente, le rendement moyen étant supérieur à 30 tonnes à l'hectare.

C'est ce qui provoque le désespoir du Comité National Interprofessionnel de la pomme de terre qui pense que cette « surproduction » va amener une chute des cours.

★

Le problème de l'écoulement des excédents agricoles n'est pas particulier à la France mais commun à tous les pays développés.

La Commission de l'Agriculture de la Communauté Economique Européenne estime en effet que la vente sur le marché mondial de la production excédentaire des pays membres de la Communauté sera de plus en plus difficile en 1977-1978.

Qu'on en juge : malgré les mesures déjà prises pour limiter la production laitière, les stocks de beurre atteindront au moins 300 000 tonnes l'an prochain alors qu'ils ne s'élèvent qu'à 190 000 tonnes actuellement ; la forte récolte de céréales (principalement l'orge et le blé tendre), qui atteindra 105 millions de tonnes contre 90 millions en 1976, va créer des problèmes d'écoulement puisque les stocks mondiaux sont encore en augmentation, ce qui, catastrophe, se traduit par des prix relativement bas ; quant au sucre, dont on veut périodiquement faire croire à la pénurie, son excédent « structurel » risque de dépasser trois millions de tonnes au cours des prochaines années. Ce qui n'empêche pas le ministre français de l'Agriculture de proclamer « sa volonté d'aider à l'implantation d'une unité de production de sucre de raisin ». On croit rêver !

Gageons que France-Soir ne va pas tarder à nous faire croire que la sécheresse de l'été 1976 avait du bon !

★

Savez-vous combien coûte le beurre français dans la Principauté d'Andorre ? 7 F 50 le kg.

Goûtez et comparez ! C'est bien notre beurre. Merci de payer la différence.

★

Spéculant, lui aussi, sur la baisse de la peseta, le Premier ministre est allé passer quelques jours de vacances sur la Costa Brava.

★

Si la majorité d'entre nous doit s'attendre à subir une plus forte pression fiscale, il n'en est pas de même pour tout le monde : l'avoir fiscal vient d'être porté à 100 % et les entreprises ont été autorisées à réévaluer leurs bilans, ce qui va permettre à un grand nombre d'entre elles de ne plus payer d'impôts, tout en augmentant leurs réserves. Le Premier ministre justifie ces mesures en disant que cela va favoriser l'investissement et donc la création d'emplois.

★

Dans le domaine de l'emploi, l'échec du gouvernement s'affirme de jour en jour : selon les statistiques officielles, il y avait en juillet dernier 30 000 chômeurs de plus qu'au mois de juin. Il paraît que les employeurs préfèrent attendre la fin des vacances d'été avant de procéder à des embauches.

★

Mais pourquoi la France réussirait-elle dans ce domaine, mieux que ses partenaires occidentaux ?

Les experts estiment en effet que le nombre des chômeurs des neuf pays du Marché Commun, qui est actuellement de 5 millions 400 mille (dont 2 millions ont moins de 25 ans) passera à plus de six millions avant la fin de l'année.

★

Les Américains ne sont pas épargnés non plus. Aux Etats-Unis, le pourcentage de la population active à la recherche d'un emploi, est passé à 7,1 % en septembre (il atteint 11,7 % pour les Noirs). Au Canada, le taux de chômage va dépasser cette année 8 % de la population active.

J.-P. MON

UN PAYS NOMME LIBERTE

à Louis Lippens

*J'ai visité un beau pays
au tendre nom de LIBERTE
Des hommes avec humanité
y vivaient vraiment sans souci.*

*J'ai vu un pays de raison
sans képi et sans uniforme
Ici le bon sens et le fond
ont plus d'importance que la forme.*

*Enfin des hommes intelligents !
Chacun vit la vie de service
et partout on voit la devise
« Personne ne se tache à l'argent ».*

*On n'entend pas parler profit
mais bien de monnaie d'équilibre
une monnaie qui les fait vivre
sans destruction d'utiles produits.*

*Egalité et LIBERTE
ne sont plus des mots vides de sens
Ils ont la noble intelligence
de vivre en vraie fraternité.*

*Le secret de cette réussite
est tout simple. C'est l'application
d'une économie de raison
« L'Economie Distributive ».*

Albert CHANTRAINE
Rue de l'Armistice, 27
4001 - Bressoux (Belgique)

Albert Chantraine, poète au service de la Paix, a publié plusieurs séries de poèmes : **Réalités, Poésie éternelle, Appel à la Paix, Recueil hétérogène, Vers la lumière de l'esprit** et, l'an dernier, **Poètes sans frontières.**

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE en questions et réponses

La campagne électorale, déjà ouverte en fait, va nous donner l'occasion d'intervenir dans les réunions publiques.

Voici, à point nommé, une brochure (*) qui résume très clairement nos thèses. Sous la forme de réponses aux 58 questions qui sont le plus souvent posées, elle permet de montrer la nécessité de l'économie distributive pour sortir de la crise, elle décrit ses mécanismes (répartition du travail et des revenus, échanges avec l'étranger, rôle nouveau de l'Etat) et esquisse les bases de la nouvelle société, véritablement socialiste et autogestionnaire. ou'un tel système économique permet seul de réaliser.

(*) Publiée par « Pense et Lutte », 8, place J. Bonsergent, 75010 Paris (CCP 30 571-80 La Source), cette brochure est vendue 2,50 francs.

Pour vivre librement, il faut avoir de quoi vivre.

L'esprit humain ne sera réellement libre que lorsqu'il sera affranchi de ces nécessités matérielles qui l'arrêtent dans son développement

Jacques DUBOIN (texte inédit)

Sommes-nous en liberté?

par Jean PENNANEAC'H

NOUS sommes, paraît-il, dans un régime de liberté !.. tempéré cependant par les groupes de pression, par la fiscalité, par la dictature de l'administration, par les ponctions des établissements de crédit qui, par du néant, s'enrichissent aux dépens de la collectivité, grâce à l'ignorance des faits et à tous les scandales.

Nous ne sommes pas libres quand, sous prétexte d'emploi, on oblige les hommes à travailler dans des activités négatives ou nuisibles.

Nous ne sommes pas libres quand les événements internationaux sont réglés par des gens qui ne demandent pas notre avis et qui décident malgré le désir de la grande majorité d'entre nous.

Nous ne sommes pas libres quand la logique ne joue plus.

Pour moi, l'essentiel est l'éducation, la connaissance, la production et la distribution. Plus le gâteau est grand, plus les parts sont fortes... à condition que la plus grosse part ne soit pas absorbée par une minorité comme c'est le cas à présent. Est-ce trop simple pour une société dite de haute civilisation ?

Si les yeux pouvaient s'ouvrir ! Nous n'y arriverons pas par des manifestations qui freinent la production, écrasent l'utilisateur et le consommateur. Mais plutôt en dénonçant sans relâche les boursicoteurs, les spéculateurs qui gravitent dans notre société, gouvernent nos gouvernements, même ceux qui sont dits démocratiques et libéraux.

L'apathie généralisée pour tout ce qui est « Economie » doit être remplacée par le désir de responsabilité, d'organisation rationnelle et par un sens social.

Bien des forteresses sont à raser, et elles sont bien gardées. Mais parce que nous avons raison, il faut chercher à les abattre.

Soit dit en passant



par Gabriel LAFONT

QUESTION SAUGRENEUE

L'HOMME doit-il être mis au service de la machine, ou la machine au service de l'homme ? Si l'on vous pose la question et que vous répondez, sans même réfléchir et comme allant de soi : la machine doit être mise au service de l'homme, c'est que vous n'entendez rien à l'économie politique, et le professeur Barre vous collera un zéro.

Le professeur Barre, comme tous les économistes distingués, pense tout autrement... Ainsi, Jacques Chirac, qui se prépare à tout hasard à sauver la France si on le lui demande gentiment après la faillite du plan de redressement et celle escomptée de la gauche au pouvoir, Jacques Chirac, donc, fait beaucoup parler de lui depuis qu'il est maire de Paris et qu'il piaffe devant l'Élysée. Il ne m'en voudra pas, j'espère, si je lui fais un peu de publicité gratuite.

Préludant au tour de France de l'emploi de son concurrent en juin dernier, Jacques Chirac a déclaré au micro de France-Inter « que le chômage n'était plus acceptable dans la société française ». Ce n'est pas une découverte, mais cette déclaration d'un ancien Premier ministre qui ne demande qu'à le redevenir, en attendant mieux, aura été droit au cœur du million et quelques chômeurs qui attendent que l'on s'occupe d'eux.

M. Chirac qui, sans être le meilleur économiste français comme l'autre, en connaît quand même un bout, a ajouté le plus sérieusement du monde : — « Il

faut d'abord prendre les mesures qui s'imposent, notamment en matière de relance sectorielle... ».

Ces mots rappelleront peut-être à quelques-uns, et les rajeunira du même coup, les paroles historiques prononcées par un ancien président de la III^e république, que l'on venait de rappeler précipitamment de son Tarn-et-Garonne pour sauver le pays — déjà ! — au bord de la révolution et de la faillite... Ces belles paroles, les voici : « Je redresserai la situation par des moyens appropriés ».

On voit que Jacques Chirac, qui devait être encore au bibeiron à l'époque, connaît ses classiques. Il y a de l'espoir. Mais il ne s'en est pas tenu là. Pour bien montrer qu'il a tout de même sa petite idée à lui, il a ajouté : — « Il vaut mieux payer les gens à travailler que de les payer presque aussi cher à ne rien faire ».

Je ne sais pas ce que vous pensez de ces propos, même si vous n'êtes pas chômeurs, mais moi, ils m'ont laissé pantois. Ainsi, M. Chirac, qui n'est tout de même plus un gamin, ni un apprenti, a parlé pour ne rien dire. Et encore je suis poli. Même feu Ferdinand Lop — vous savez, ce candidat à la présidence de la République découvert par des étudiants en mal de canular, qui avait mis à son programme « l'extinction du paupérisme à partir de dix heures du soir » — même lui n'aurait pas trouvé un truc pareil.

Seulement Chirac a eu tort d'en rester là. Donner du travail aux chômeurs, mais c'est ce qu'ils demandent, à défaut d'un siège d'administrateur chez Dassault ou de conseiller d'État. Ils sont plus d'un million en France dans ce cas. Cinq millions dans l'Europe des neuf. Et dans tous les pays industrialisés on en voit qui font la queue aux portes des agences pour avoir du boulot. Il doit bien y avoir une raison à ce phénomène ? M. Chirac ne sait pas ?

Pourtant, on ne devrait pas ignorer à Sciences Po ou à l'E.N.A. qu'à l'origine de cette longue crise que traverse notre pays comme tous les pays modernes, et dont nous n'arrivons pas à sortir, on trouve les grandes découvertes des sciences et des techniques qui, du XIX^e siècle à nos jours, en remplaçant l'homme par la machine, puis par l'électronique, sont venus bouleverser l'économie capitaliste.

Depuis que notre ancêtre Adam s'est fait virer du paradis terrestre par un propriétaire vindicatif, et condamner aux travaux forcés à perpète pour un chapardage de pommes, les temps ont bien changé.

Réduits à gagner leur pain à la sueur de leur front les descendants du premier homme, qui n'étaient pour rien dans cette malheureuse histoire, se sont mis à réfléchir. Et comme ils n'étaient pas aussi cons que M. Chirac voudrait le leur faire croire, peu à peu, en y mettant le temps, ils ont trouvé le moyen de faire des machines qui travaillent à leur place.

Il ne leur reste plus qu'à en tirer les conséquences, je veux dire qu'à renvoyer à l'école les économistes distingués et à leur faire comprendre, si c'est possible, que le régime capitaliste n'est plus adapté aux techniques révolutionnaires du XX^e siècle et qu'il faut lui substituer le Socialisme Distributif.

L'économie distributive et le mal politique

par Jean CARLESSE

QUAND le fourrage est rare dans l'étable, les ânes se battent. Ils ne se battent plus lorsqu'il est abondant. Serions-nous plus bêtes que les ânes ou plus avides de luttes et de combats ? C'est ce qu'ont laissé supposer les attitudes, les paroles et les écrits de la gent politique, c'est-à-dire de tous ceux qui s'expriment en privé ou en société, épisodiquement ou d'une manière constante, individuellement ou collectivement sur les questions économiques et sociales.

Un besoin maladif les pousse à rechercher ce qui risque de les dresser les uns contre les autres plutôt que ce qui peut obtenir leur commune adhésion.

Interrogé individuellement, chacun, à quelque famille politique qu'il se réclame, prétend être pour la liberté, le relèvement des conditions de vie des plus déshérités et pour une marche vers l'égalité dans tous les domaines. Personne ne se dit plus partisan du capitalisme, et, si tous n'osent pas se déclarer ouvertement socialistes c'est que certaines formations ont monopolisé ce terme en lui donnant une acceptation qui rebute quelques bonnes volontés.

Il est vrai que l'on peut mieux mobiliser les masses par des « contres » que par des « pour ». Aussi la tentation est grande, pour ceux qui aspirent à prendre en main les destinées de leurs contemporains, de personnaliser l'obstacle pour s'en faire les pourfendeurs glorieux. Et c'est aussi plus facile et plus expéditif que de tenter d'expliquer par le détail les mécanismes grippés à réno-

ver. On se donne plus l'air d'un révolutionnaire en vitupérant contre le patronat, les capitalistes internationaux, voire le gouvernement, qu'en proposant le plan d'une nouvelle économie sociale tenant compte de l'abondance et des progrès de la science.

Alors on en arrive à cet état de choses qui caractérise tous les pays démocratiques : la division en deux clans à peu près égaux de la population. Chacun prétendant proposer la meilleure solution pour rendre ses concitoyens plus heureux. Et pour le prouver chaque partie prête à l'autre des intentions malhonnêtes et fait tout pour l'empêcher d'agir.

Dès que l'une propose une solution, l'autre s'empresse de démontrer qu'elle cache des manœuvres inavouables et mobilise tous ses partisans pour la déconsidérer et la marquer au fer de l'abomination.

Il y a des expressions qui font inutilement peur et qui mériteraient pourtant d'être prises en considération. Je pense à la nationalisation du crédit dont certains tentent de faire leur prochain cheval

de bataille. A peine lancée, cette idée a fait se cabrer non seulement ceux qui le dispensent, mais aussi ceux qui y ont recours. Les uns parce qu'ils se voient privés d'un précieux privilège, les autres parce qu'ils redoutent la monstrueuse machine étatique qui remplacera le contact humain de leur prêteur.

On sent que cette revendication est lancée, moins dans un esprit de logique financière que pour attaquer une certaine partie de ce qu'il est convenu d'appeler la classe dirigeante. Pour ses promoteurs, nationaliser le crédit c'est uniquement transférer à l'Etat les intérêts très substantiels prélevés par les actuels vendeurs d'argent, qu'ils aient nom banque, organisme de crédit ou même usurier. Or aucune nationalisation ne pourra empêcher un particulier de prêter de l'argent à un autre moyennant un intérêt qui peut très bien être camouflé.

Ce qu'il est urgent de supprimer c'est la possibilité pour une banque de prêter de l'argent créé de toute pièce par un jeu d'écriture. Qu'elle prête l'argent qu'elle possède est une affaire, mais qu'elle en fabrique pour en tirer un profit en est une autre, qui est l'affaire de tous.

Dans le premier cas il s'agit d'un transfert provisoire, moyennant intérêt, de pouvoir d'achat ; dans le second d'un délit d'inflation et de faux monnayage.

Aussi plutôt que de revendiquer la nationalisation du crédit, qui prend inutilement des airs d'expropriation, il serait plus persuasif de prôner l'interdiction à quiconque (sauf à l'Etat) de créer de la monnaie. Cette mesure paraît tellement logique que personne n'oserait s'y opposer, d'autant que le plus grand nombre croit encore que seul l'Etat a le monopole de « battre » monnaie.

ENTRAIDE

RETOUR AU TROC ANCESTRAL

Comme je suis à la retraite, je me suis remis à l'optique.

Je ne suis plus inscrit au registre des métiers, alors j'emploie un procédé, sans doute le plus ancien du monde et le plus courtois certainement. Je fais cadeau de mes productions. Et on me fait cadeau, en contrepartie, d'objets qui, en général, ont beaucoup plus de valeur que l'objet initial. Galilée employait ce procédé.

Je construis en ce moment des visionneuses pour les diapositives 24 x 36, grossissement 3x (vrai) binoculaires.

Un des avantages du procédé est qu'il n'y a pas de TVA ni aucun impôt.

Lucien DODIN, 234, av. MI Leclerc, 34000 Montpellier.

“ La lutte finale ” est commencée

par R.-L. THUILLIER

CHACQUE fois que l'occasion s'en présente — et c'est souvent — nous ne manquons pas de dénoncer les agissements de la « Trilatérale ».

Rappelons qu'elle rassemble 200 personnalités les plus représentatives — connues ou non — du capitalisme international. Parmi ses membres elle compte des dirigeants tels Carter aux U.S.A. et Barre en France. Son but est de s'opposer, par tous les moyens, à l'établissement du Socialisme dans les pays que domine encore la loi du Profit.

Mais quel socialisme la Trilatérale veut-elle combattre ? Est-ce celui des régions qui, sous ce nom mais sous formes de capitalismes d'Etat, régissent, de gré ou de force, l'Est de l'Europe, la Chine, Cuba et quelques petits Etats africains et asiatiques ?

Contre ce bloc partageant désormais, et pour longtemps, le monde en deux, la Trilatérale ne peut plus grand chose.

Quelles que soient nos opinions sur ces régimes — et nos convictions personnelles sur les moyens de maintenir la paix — nous ne pouvons que constater ceci : l'armement du bloc des nations de l'Est constitue un puissant rempart qui les protège contre des tentatives militaires d'y rétablir un capitalisme libéral ou impérialiste.

Attaquer un des pays de ce bloc, en amorçant ainsi la 3^e guerre mondiale, constituerait un risque si terrible que la Trilatérale y a renoncé.

Mais, face à la crise qui secoue mondialement toutes les économies, il est à prévoir que, dans le bloc occidental, s'instaurent les régimes où le capitalisme devra abandonner partiellement sa suprématie.

Certes, nous savons très bien que ce n'est pas le socialisme authentique qu'instaureront des gouvernements de gauche en appliquant, ici ou là, des palliatifs s'apparentant au Programme Commun de la Gauche Française. Sous leur direction, la crise économique continuera à s'aggraver car elle est devenue irrémédiable. Mais la gauche au pouvoir pourrait tout de même constituer une ouverture lointaine pour l'édification d'un véritable socialisme. Et c'est ce que la Trilatérale — qui voit loin — s'efforce d'empêcher.

Or aucun des Partis, des Syndicats ou des Mouvements de gauche ne semble prendre au sérieux ce péril.

Les partis communistes ont eu beau abandonner ce qui constituait leur spécificité (soutien inconditionnel de l'U.R.S.S., du prolétariat), rien, aux

yeux de la Trilatérale, ne peut faire oublier leur passé. Si on ne peut plus en faire des épouvantails, on suspecte leur bonne foi dans leur désir de collaborer à des unions de la gauche réformatrice.

Carter, qui est pourtant une des créatures de la Trilatérale, estime qu'il s'agit là d'une donnée politique de fait. Il pense que la participation minoritaire aux « affaires » de ce que sont devenus les Partis communistes ne serait pas dangereuse pour le capitalisme. Ne voulant même pas admettre cette évolution, la Trilatérale fait alors donner d'autres ténors.

Henry Kissinger, dans des déclarations fracassantes, vient de condamner l'Eurocommunisme et demande aux U.S.A. et aux nations « libres » d'empêcher la participation des communistes aux gouvernements de gauche qui se constitueraient en France, en Italie et au Portugal.

Déjà, des manœuvres diverses tendent, dans ces pays, à rompre cette union.

Lorsqu'elle sera au pouvoir, la gauche — qui semble n'avoir rien prévu contre les attaques du capitalisme international — pourra-t-elle lutter à la fois contre la crise économique, le chômage, la fuite des capitaux, l'opposition interne des partis de droite, musclés ou non, tout en conservant des structures capitalistes inadaptées au progrès machiniste ?

Puisque, nous dit-on, le Programme Commun constitue une étape vers le socialisme, est-on sûr que le capitalisme sera assez docile pour ne pas s'y opposer ?

Nous sommes persuadés que la « Lutte Finale » chantée depuis cent ans par « l'Internationale », est à présent commencée. Cela ne servira plus à rien d'abandonner les buts que la vraie Internationale, la première, s'était tracée. « L'appropriation collective des moyens de production et de distribution » qui est la vraie définition du socialisme.

Le capitalisme, conduit par la Trilatérale, s'y opposera de toutes manières, même si la gauche, par opportunisme et crainte du réel, cache son drapeau.

Ne serait-il pas temps de nous écouter et d'expliquer à « notre peuple », et pas seulement aux électeurs, que **seul** le socialisme peut nous sortir de la crise que le capitalisme est désormais incapable de maîtriser ?

Si ce travail de préparation des esprits n'est pas entrepris d'urgence, alors il est à craindre que le Programme Commun ne soit suivi, hélas ! par des « lendemains qui pleureront ».

LES QUESTIONS AGRICOLES

Notre camarade A. Mestrallet, après avoir montré la nécessité de l'agriculture biologique, nous en a exposé ici les principes généraux. Il décrit aujourd'hui pour les lecteurs intéressés, professionnels ou tout simplement jardiniers amateurs, les principales méthodes.

II - Les méthodes de l'agriculture biologique

par A. MESTRALLET

La **méthode Lemaire-Boucher** utilise le compostage rapide en tas, l'algue calcaire lithotamne et les légumineuses en culture dérobée ou en assolement.

Elle dérive de la **méthode Howard**, perfectionnée par Sykes, la première en date. Howard, qui a résidé longtemps en Inde, est l'inventeur du procédé « Indore » : compostage lent, sur trois mois environ, de tous débris végétaux. On « recoupe » une ou deux fois les tas de compost, c'est-à-dire qu'on les brasse, en déplaçant légèrement les matériaux : ceux qui étaient au fond se retrouvent en surface, et inversement.

Alwin Seifert a effectué des expériences semblables en Allemagne pendant une trentaine d'années. L'un et l'autre se targuent d'excellents résultats. Ils se sont heurtés au mur de ricanements officiels ou à la conspiration du silence. On connaît ça. C'est encore moins pardonnable que pour l'Economie Distributive, car il est facile de reprendre les expériences même si cela exige quelques années.

Il existe encore d'autres méthodes : au compost l'agriculture biodynamique ajoute des préparations de plantes et tient le plus grand compte des influences cosmiques. Un calendrier indique les dates favorables pour telle plante, en fonction de la position des astres. Nous n'avons pas eu le temps d'expérimenter la totalité de la méthode, mais l'utilisation du calendrier n'est pas sans effet. Des témoins nous ont vanté la beauté des jardins biodynamiques. (1)

Très pratiquée en Suisse, la méthode Muller utilise le compostage en surface et la poudre de roches broyées. Le fumier et les résidus végétaux sont étendus sur le champ, où ils restent plusieurs semaines, sinon plusieurs mois, avant d'être enfouis à faible profondeur. Une variante de cette méthode consiste à enfouir tout de suite le fumier, mais toujours superficiellement. C'est celle de l'agriculteur cité dans notre précédent article. Si l'on en juge par la propreté du blé et la vigueur des plantations de légumes, cette variante n'est pas à négliger. Mais semblable en cela à la

méthode Lemaire, elle utilise le lithotamne et les phosphates naturels broyés, au lieu de la poudre de roches, sans négliger les légumineuses.

Notons au passage que le phosphate naturel broyé finement n'a rien à voir avec le superphosphate qui, lui, est un produit chimique. Le phosphate résulte du dépôt, au fond des mers, des ossements de millions d'animaux marins de grande taille. Il contient donc un grand nombre d'oligo-éléments en sus de la chaux et du phosphore. Le traitement chimique ne l'améliore pas, il le rend simplement trop soluble.

A ces amendements, certains préfèrent les poudres d'os, de corne et autres déchets d'abattoirs. Nous estimons, pour notre part, que toutes les méthodes sont valables et que seule l'expérimentation les départagera suivant la nature du sol, le climat, etc... Que les agrologistes prennent donc l'habitude de juger au résultat. Il reste énormément à découvrir, mais les débuts sont prometteurs.

Nous mettrons simplement les néophytes en garde contre le compostage en surface des terres argileuses et lourdes. Mieux vaut commencer par le compostage en tas, ou la variante signalée plus haut. Le compostage en surface donne sans doute d'excellents résultats en terres légères, mais il alourdit encore les terres argileuses. Peut-être est-il valable une fois ces terres ameublées. Ici, nous parlons d'expérience.

Ces divers procédés permettent de réduire ou même de supprimer le parasitisme. Lorsqu'il existe encore, les différentes écoles n'autorisent guère que les insecticides végétaux (roténone, quassia, nicotine), les fongicides à base de cuivre et de soufre sans adjonction de produits de synthèse. En cas d'attaque de limaces, on peut utiliser le poison, à condition de le mettre dans des boîtes renversées, en attendant que leurs ennemis naturels redeviennent assez nombreux où les légumes assez résistants.



Lecteurs, à vos questions et remarques !

Faites-nous part aussi de vos expériences. La

(1) Issue des travaux de Rudolf Steiner en Allemagne, suivis par ceux d'E. Pfeiffer.

Quatre aveuglements en chaîne

par Marcel DIEUDONNE

RÉSUMÉ des conclusions d'une enquête économique : les magasins regorgent de marchandises. Rien n'y manque. L'appareil productif est largement suffisant pour satisfaire la demande. Il pourrait produire beaucoup plus s'il y avait plus d'écoulement. Situation semblable dans le secteur des services.

Cependant le gouvernement a lancé un programme de création en 1977 de 200 000 emplois.

— Pour fabriquer quoi ?

— Personne n'en sait rien, puisqu'on ne manque de rien.

Comment ce premier aveuglement est-il possible ?

Parce que plus les machines sont nombreuses et perfectionnées, plus elles suppriment d'emplois, et plus les hommes s'acharnent à vouloir en créer

de nouveaux ! C'est aussi vain que de vouloir arrêter la marée avec ses mains. Ce deuxième aveuglement est provoqué par un troisième :

On ne veut pas admettre l'évidence : puisque les machines suppriment sans retour l'emploi et, en conséquence, le gain qui en résulte, il faut remplacer ce gain par un revenu social et l'économie du gain par celle du revenu social.

C'est tellement vrai que le salaire du travailleur en chômage est remplacé par un revenu social, appelé indemnité de chômage. Or, le revenu social est l'institution fondamentale de l'économie distributive. Les hommes nient la possibilité d'instaurer une économie nouvelle qui soit en harmonie avec le travail des machines, c'est-à-dire l'économie distributive, mais ils l'implantent aveuglément, par nécessité, et c'est là le quatrième aveuglement de la chaîne.

Un chômeur condamné... pour vol ?

J'AI 17 ans et je suis chômeur. Musardant chez un libraire de livres anciens, j'ai assisté, planqué derrière 3 mètres cubes de vieux bouquins, au marchandage qui opposait le patron à une pauvre veuve qui tentait de lui écouler un sac plein de livres ayant appartenu à son défunt. Marché conclu, la vieille s'éloigne et mon commerçant s'applique à inscrire un prix sur chacun des volumes. Curieux, **je constate que le total fait bien dix fois la mise !**

Alors, discrètement, je lui en fauche un, au hasard, et je détail la conscience à l'aise.

Le libraire ouvre le bec. Il en sort un hullement de sirène. La police, qui veille à la sécurité des personnes et des biens, me hèle et me hèle au commissariat où l'on me met à l'abri. Le corps du délit est sur mon corps. Je nie. J'affirme que le bouquiniste a installé sa marchandise sur le trottoir pour qu'on la lui prenne.

— « Pour la vendre » larmoie-t-il.

J'affirme qu'il m'a mis le volume dans la poche.

— « Il n'est pas solvable, il est chômeur » tape un inspecteur sur son P.V. Devant le juge, je soutiens que le commerçant était plus voleur que moi, puisqu'il a pris tous les livres pour le dixième de leur valeur, qu'il pouvait bien me revenir un pour cent en ma qualité de témoin de leur acquisition.

— « Argutie », affirma le Procureur dans sa toge en déposant son mortier sur son tableau de bord. Cet incapable est coupable de vol pur et simple, comme ce Libri de triste mémoire, que Berryer défendit il y a 25 lustres. Le commerce est libre, pas le vol.

Le juge, qui prétendait avoir des lettres, sinon de l'esprit, demanda le titre du bouquin. Son greffier, un vétéran de la guerre du Mexique, le renseigna : « Auteur, un certain **Edward Bellamy**, titre : **Cent ans après ou l'an 2000** ».

— « Très bien, 2 000 francs d'amende. Affaire suivante ».

Paul ARMAND

• Suite de la page précédente

prochaine fois, nous envisagerons divers problèmes, tout en dialoguant avec vous. Voici une première liste d'ouvrages et de revues :

Claude AUBERT :

- « L'agriculture biologique » ;
- « Le jardin potager biologique ».

Alwin SEIFERT :

- « Cultivons notre terre sans poison ».

Ouvrages édités par « Le Courrier du Livre ».
Sir Albert HOWARD :

- « Testament agricole »
(Editions Vie et Action,
388, bd Jh Ricard, 06140 Vence).

Revues :

- « Nature et Progrès »
(3, chemin de la Bergerie, 91700 Ste-Geneviève-des-Bois).
- « Agriculture et Vie »
(B.P. 235 - 49000 Angers).

COURRIER DES LECTEURS

Nous prions nos lecteurs, s'ils désirent recevoir une réponse personnelle, de bien vouloir nous adresser pour cela une enveloppe timbrée à leur adresse et les en remercions.

Six Fours la Plage, 30 juin 1977.

... Le travail de compréhension à fournir est énorme. L'économie et les problèmes de notre temps ne sont pas une partie de belote arrosée de pastis, à l'ombre de lunettes Polaroid...

... Je n'ai que 23 ans, un enfant pour vous sans doute, et comme un enfant je crois que si des vœux sont fortement pensés, ils peuvent se réaliser. Si j'avais un vœu à souhaiter une nuit d'août sur la grève de la plage de mon village méditerranéen, au fil bref et étincelant d'une étoile filante, je ferais celui d'obtenir une intelligence et un cœur aussi bons et purs que ceux que possédait Jacques DUBOIN.

M. B.

Le Neubourg, le 1^{er} juillet 1977.

... Si le prêche est toujours utile dans cette publication, ne pourrait-on y adjoindre une rubrique aussi importante : « qui et comment », sans ostracisme, même si cela contrarie les règles de l'orthodoxie établies il y a presque un demi-siècle. Peut-on encore croire au ralliement préalable des « forces politiques de gauche » ?

R. L.

Tours, le 21 juillet 1977.

... Je profite de l'occasion pour vous confirmer que j'ai été très satisfait de voir la rédaction de la Grande Relève revenir à une formule qui avait fait ses preuves pendant longtemps et qui était caractérisée par son indépendance vis-à-vis de tous mouvements ou associations qui, tout en critiquant le régime pour son action souvent condamnable certes, ne tenaient pas compte de ce que c'est sa nature même qui est en cause. Tous ces mouvements se rejoignent en effet sur un point et il est crucial, à savoir que la société soit, par des mesures adéquates, rendue plus juste et donc plus humaine alors que c'est un changement de société qui s'impose.

Pour mémoire je note au passage l'action des mouvements écologistes qui part d'un bon principe mais qui proposent des solutions inapplicables dans leur ensemble dans le cadre de la société actuelle car elles s'opposent à des intérêts particulièrement puissants. Il en est de même, quoique sur un autre plan, des propositions qui sont faites pour réorganiser le MARCHÉ au profit des consommateurs et qui semblent ignorer que d'arracher une plume à un coq ne l'empêche pas de chanter.

Nous ne devons jamais oublier que, disciples de

J. DUBOIN, nous sommes fondamentalement contre toute économie reposant sur un processus échangiste et que contrairement à ce que pensent certains partisans de l'autogestion ce n'est pas le développement en son sein de groupes plus ou moins communautaires qui permettra d'instaurer une Economie Distributive devenue maintenant indispensable au bien public et nous sommes actuellement à ma connaissance les seuls vrais révolutionnaires puisque nous remettons en cause les fondements du système capitaliste : ne pas le proclamer serait nuire d'une manière peut-être irrémédiable au développement logique de notre action.

L. M.

Goussainville, le 28 juillet 1977.

... car les thèses que nous défendons sont tellement vraies, que tout le monde devrait comprendre, mais hélas je crois que c'est trop simple. M. Lorient croit faire mieux mais le malheureux fait plus de mal que de bien au MFA et c'est dommage. Il est vrai que pour faire sortir les notions du système capitaliste de l'esprit des gens, c'est très difficile.

... Tout ceci pour vous exprimer le grand regret que j'ai de voir le MFA se déchirer. Ce n'est pas la première fois mais cette fois il me semble que c'est la plus forte : je veux dire qu'elle lui fait le plus de mal. Soyez assurée que je reste un fervent abondantiste malgré tout, car je l'étais avant sans le savoir et maintenant sans réserve.

A. E.

Genève, le 24 août 1977.

... Ci-jointe une photocopie partielle de comptes rendus de réunions de l'association J.E.A.N. (Marc Rohrbach), groupe régional Paris-France-Nord.

En lisant ceci :

« Que sera cette « Terre Nouvelle » ? Une lycéenne de 16 ans, Maria Christina Costa Diaz, lauréate d'un concours organisé par son pays, l'Uruguay, sur le thème « le monde que nous espérons », nous transmet sa vision de l'avenir en quelques paragraphes dont voici quelques-uns :

— Triomphe d'une paix définitive. Union entre tous les hommes.

— Disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

— Triomphe de la justice en donnant à chacun tout ce dont il a besoin.

— Disparition définitive du colonialisme. Logement décent pour tous.

— La terre libérée du crime par la création des conditions économiques et sociales qui permettront d'éliminer la criminalité.

— Des gouvernements dignes de peuples ayant atteint la majorité civique.

— Triomphe des droits dits fondamentaux, etc.

Elle conclut en disant : « Le monde que nous espérons s'insère dans le cadre général indiqué ci-dessus. Il se situe, non dans un avenir immédiat, mais dans un avenir indéterminé qui répond à nos aspirations et à nos désirs ».

N'avez-vous pas l'impression que cet idéal est bien le nôtre aussi ? N'est-ce pas également notre « Finalité » ?

J.H.L.

Réponse : Parfaitement. Mais en outre nous indiquons le moyen d'y parvenir aussi tôt que nous serons suffisamment nombreux à le vouloir.

CONTACTS

Jean-Marie GLANTZLEN, instituteur public, 34 ans, multimilitant écologiste, souhaite rencontrer les lecteurs de l'agglomération lilloise.

2, allée de 5 Tailles
59650 Villeneuve d'Ascq

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELÈVE »

P. et M. BUGUET, Paris-18°, 500 — Robert VASSEUR, Sceaux, 50 — Mlle Marthe ODDOU, Châlon-sur-Saône, 6 — Antoine ESCUDIER, Narbonne, 100 — André BINET, Bouguenais, 20 — André TARDIEU, Grenoble, 20 — BUFFARD-MOREL, St-Lupicin, 20 — Pierre GALLERAND, Cordemais, 20 — Pierre GAUTIER, Salon, 20 — Albert ESSELIN, Goussainville, 150 — COSTE-FLORET, Paris-16°, 100 — Jean EVEILLE, Civray, 20 — ROTY-COLLARD, Paris-17°, 20.

TOTAL : 1 046 F.

MERCI A TOUS.

ABONNEMENT A « LA GRANDE RELEVÉ »

C'est uniquement au Compte Chèque Postal LA GRANDE RELEVÉ - n° 13402.39 PARIS que devront être versés les abonnements et les dons pour la souscription permanente « Pour que vive « La Grande Relève ».

Tarif des abonnements annuels

Abonnement de soutien	55,00 F
France	30,00 F
Etranger	35,00 F

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ
88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

MEFAITS DIVERS

POUR avoir « chapardé » un morceau de viande, dans une grande surface, une mère de famille fut priée de s'expliquer devant la justice... Elle préféra se suicider. Ce cas extrême mérite réflexion, car, au delà du fait divers, c'est un drame de la misère dont il s'agit ; simple et platonique oraison funèbre ; vite étouffée par le tintamarre de la toire d'empoigne de notre belle société de consommation.

L'indifférence, l'égoïsme, la vanité n'ont que faire de ces laissés pour compte, genre déchets, dénommés pudiquement « économiquement faibles ». Ils ne savent pas se débrouiller n'est-il pas vrai ? Et l'obole du pharisien hypocrite glissée furtivement dans la sébile des quêtes de la faim, ne donne-t-elle pas bonne conscience ? Sans effort d'analyse des causes de cette « lèpre » des sociétés modernes, n'apporte-t-elle pas l'apaisement à l'homme de bien ? Tout en conservant (même inconsciemment) un certain esprit de domination ?

Manquer du nécessaire en 1977, alors que les magasins regorgent de marchandises, comment cela est-il possible à l'ère que nous vivons, c'est-à-dire en pleine abondance ? (abondance de biens vitaux et utiles). Alors que les mass-media déploient journellement leur tapageuse publicité.

Est-il besoin de rappeler que « Rome » nourrissait ses esclaves, même les jours de repos... Est-il besoin de rappeler que des stocks énormes de produits de première nécessité sont dénaturés, détruits ou exportés à des prix inférieurs au prix pratiqué dans les pays d'origine ; la différence étant payée par le contribuable. Assainir les marchés, afin de sauvegarder le profit, telle est la nécessité d'un système économique, qui ne conçoit l'homme qu'au travers de son portefeuille, c'est-à-dire en fonction de sa capacité solvable.

Quel qualificatif convient-il de donner à ces destructions massives et volontaires de production ?

Sinon : malthusianisme économique, avec toutes les suites qui en découlent. En temps qu'êtres organiques, physiologiquement, ne sommes-nous pas identiques ? L'estomac d'un nanti est-il fabriqué différemment de celui d'un pauvre ? A ce niveau n'ont-ils pas les mêmes besoins ? Le véritable socialisme ne passe-t-il pas tout d'abord par l'égalité économique ? Cette égalité représentée par une monnaie de consommation, celle-là même qui manque aujourd'hui aux économiquement faibles. Ceux qui parlent tant de justice sociale, avec application toujours repoussée, feraient œuvre utile en potassant la question. Les traités de Jacques Duboin les y aideraient grandement. Faute de quoi d'autres drames similaires viendront s'ajouter à la liste ; ces drames de la misère dans l'abondance !

E. BARREAU

TRIBUNE LIBRE

L'HUMANITE ET SES PROBLEMES

Sous ce titre, l'un de nos abonnés, M. René Convard, nous a adressé une étude fort bien rédigée que son importance (près de 4 pages de « La Grande Relevé ») ne nous permet pas de publier. Nous nous limiterons à en citer les passages qui caractérisent la position de ce camarade. Nous les commenterons ensuite.

UNE VISION DU FUTUR

« Pour avoir une civilisation nouvelle, écrit M. René Convard, il faut des hommes nouveaux. Aussi l'instruction et l'éducation de l'enfance est-elle d'une importance capitale.

» La réalisation d'une société qui serait celle de l'Age d'or pour tous les habitants de la planète n'est sans doute pas impossible dans les temps futurs et rien n'empêche d'en choisir une qui sera peut-être celle de demain, tout au moins pour les principes de base.

» Donc, le monde sera administré par un gouvernement mondial, l'O.N.U. en est déjà une ébauche. Les peuples parleront la langue universelle, les lois économiques et sociales seront généralisées, la liberté de circulation sera totale. Les crises engendrées par les destructions dues à la guerre, le sous-développement, et toute autre cause auront disparu. Le gaspillage ne sera plus de mode, on fabriquera du matériel durable. Chaque habitant aura droit à un revenu social de la naissance à la mort, il ne fera disparaître aucun des droits politiques mais il les complètera par les droits économiques de l'homme sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui. Car pour vivre « libre » il faut avoir de quoi vivre.

» Le revenu social et la libre maternité, par l'emploi de nouvelles méthodes de contraception, non préjudiciables pour la santé et non contraignantes, apporteront à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

» Les équilibres biologiques entre l'homme et la nature harmonieusement respectés, la **pollution** ne sera plus qu'un mauvais souvenir... ».

M. René Convard poursuit sa description d'une société idyllique, très proche de la société « distributive » **pleinement réalisée**. Mais, pour lui, elle n'est qu'un rêve reconfortant.

LE PRIMAT DE L'ECONOMIQUE

Jacques Duboin et ses disciples n'ont jamais pensé que la transformation sociale dépendait d'un changement des mentalités des peuples. Car ils n'ont jamais oublié que cette mentalité résulte du régime au sein duquel ces peuples vivent. Certes, ils n'ont jamais, non plus, considéré l'édu-

cation comme négligeable, et la propagande que nous faisons par l'écrit et la parole en est la preuve. Jacques Duboin n'a jamais présenté l'économie distributive comme une réalisation de l'Age d'Or mais comme une nécessité des temps modernes. Il a même démontré que nous vivons la période historique du passage de la Rareté à l'Abondance, que l'économie capitaliste, faite pour un état de pénurie, est et sera de plus en plus la proie de contradictions internes qui l'obligeront, sous la poussée d'hommes dont elle ne sera plus capable de satisfaire les besoins, à abandonner le processus échangiste contre un processus distributif.

Les peuples n'agiront donc pas, en faisant basculer le régime, du fait d'une nouvelle mentalité mais d'un réflexe tout naturel de défense de leur propre vie. C'est l'avènement d'une société reposant sur de nouvelles bases, dont l'Argent ne sera plus le mobile et le but, qui, peu à peu, les fera sortir de leur mentalité égoïste actuelle.

Il est certain que M. René Convard n'a pas encore pris conscience que l'économie capitaliste a atteint ses propres limites. Croirait-il au « Plan Barre » ? Ce plan qui ne pourra réduire l'inflation qu'aux dépens des hommes, dont le nombre de chômeurs ne cessera de croître, et qu'aux dépens du progrès en réduisant l'expansion économique en deçà des besoins des hommes de ce temps.

LE DESARMEMENT NECESSAIRE

C'est avec raison que M. René Convard souligne « le danger imminent d'une troisième guerre mondiale... du fait de la course aux armements » mais, là encore, il ne voit le salut que dans un changement des mentalités, dans une prise de conscience des peuples. Rappelons-lui que le commerce des armes est devenu une nécessité de survie pour les économies capitalistes. C'est par l'abolition de cette économie qu'il faut commencer, et sans tarder car, en effet, le temps presse.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

C'est en résolvant les problèmes qui se posent à notre propre pays que nous montrerons aux peuples de la planète ce qu'il convient de faire pour sortir de leurs propres difficultés.

Si nos pères avaient attendu que toutes les nations soient mûres pour la République, la première République française n'aurait peut-être jamais existé.

Sans aucun doute, une transformation économique et sociale aussi profonde que celle qui résulte d'une économie distributive, pose des problèmes de relations internationales, mais aucun d'eux n'est insoluble.

Tout au contraire de ce que semble croire M. René Convard, nous ne résoudrons nos problèmes nationaux que par une rupture radicale avec les économies capitalistes et, tout particulièrement, avec leur système financier.

Jean MERMENDE

Résumé de nos thèses :

LA GRANDE RELEVÉ

Le développement des techniques de production et de l'automatique, fruit des efforts des générations précédentes, place aujourd'hui l'humanité au seuil d'une nouvelle civilisation : elle peut désormais disposer de puissantes machines capables

de remplacer le travail de l'homme dans toutes ses tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau.

LA PRISE DE CONSCIENCE

Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la Terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

Il importe donc de prendre conscience des conséquences possibles d'un tel héritage afin de choisir le meilleur parti à en tirer.

L'INADAPTATION DU CAPITALISME

Le système des Prix-Salaires-Profits sur lequel est fondée l'économie de marché, repose essentiellement

— sur la rareté des produits, ce qui en augmente la valeur, donc la possibilité d'en tirer un profit commercial,

— sur la liaison, pour une majorité d'humains, entre les revenus, sous le nom de salaires, et l'existence d'un emploi à occuper : ainsi lorsqu'une machine est construite pour produire à leur place, ils se trouvent privés des moyens d'acquiescer cette production et ruinent en même temps ceux qui perdent leur clientèle,

— sur la toute-puissance qu'acquièrent ceux à qui est attribué le pouvoir d'émettre un crédit (les banques),

— sur la possibilité, par le rôle thésaurisable accordé aux capitaux, de tirer profit, pour certains, d'actes préjudiciables à la société.

Le maintien de ces structures économiques, à notre époque, dans les pays industrialisés, entraîne :

— la croissance du chômage, avec pour conséquence la baisse du pouvoir d'achat des chômeurs et la détérioration de leur niveau de vie,

— la dépréciation de la monnaie, augmentant les inégalités sociales et la misère, les affrontements et les conflits.

— l'étouffement des innovations non génératrices d'un profit financier,

— l'écrasement de la libre entreprise par les multinationales et les trusts qui tirent leur pouvoir injustifié des grandes banques,

— le freinage des machines pour les empêcher de donner leur plein rendement,

— le gaspillage des ressources naturelles pour la seule recherche d'un profit financier pour une minorité,

— l'accélération catastrophique, dans ce même but, de la course aux armements, mettant en péril permanent toute vie humaine sur terre,

— le retard à l'accession de toute l'humanité à une véritable civilisation des loisirs.

Toutes ces absurdités, tous ces préjudices et tous ces dangers amènent à **repenser les fondements du système économique qui domine nos relations sociales et à proposer de leur substituer un système conçu précisément pour rendre désormais impossibles tous ces obstacles à l'épanouissement de l'homme :**

(SUITE AU DOS)

Ouvrages de Jacques DUBOIN encore disponibles :

1937 **Libération.**

1944 **Rareté et Abondance.**

1940 **Demain ou le Socialisme de l'Abondance.**

1961 **Pourquoi manquons-nous de crédits ?**

Ces livres vous seront adressés gratuitement sur demande adressée à Mme Duboin, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, accompagnée des frais d'envoi (environ 5 F par livre). En retour, nous vous remercions de contribuer à la souscription permanente « Pour que vive la Grande Relève ».

L'économie distributive :

Les mécanismes fondamentaux de ce système sont au nombre de trois, indissolublement liés :

- 1 — **dissociation entre le travail effectué par un individu et ses revenus,**
- 2 — **institution d'une monnaie non circulante remplaçant la monnaie capitaliste,**
- 3 — **remise à l'Etat, devenu émanation permanente du peuple tout entier, du monopole d'émission des moyens de paiement.**

Les revenus

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou « revenu social », qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

Le travail

Le travail nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un « service social » auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant aussi la durée de sa carrière active.

La gestion

La gestion, en économie distributive, doit comporter :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

— le calcul du revenu social à inscrire au compte de chacun, de façon à distribuer équitablement cette production et ces services.

Pour être optimale et équitable, cette gestion doit donc être planifiée au plus haut niveau, avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce aux moyens informatiques, par l'ensemble de toute la population.

La monnaie de consommation

Le revenu social constitue un moyen pour distribuer production et services en laissant toute liberté de choix. Il s'exprime donc dans une monnaie qui après paiement n'a plus de valeur tel un billet de train qui a servi. C'est la façon dont ces revenus ont été utilisés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

et ses conséquences supplémentaires :

L'économie distributive, conçue dans le but de rendre impossible les absurdités et les méfaits analysés précédemment, présente l'avantage de rendre la société juste et humaine, parce qu'elle entraîne en particulier deux changements profonds déterminants :

— amenant l'égalité économique, elle diminue les inégalités de chances imputables aujourd'hui au milieu de naissance et tend ainsi à supprimer les barrières sociales qui délimitent des classes. Elle permet d'offrir à tous la formation correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles, donc l'accès à une vie et à une retraite au cours desquelles ils sauront profiter pleinement de leurs loisirs.

— il en découle une transformation radicale de la vie politique débarrassée des pressions exercées par les intérêts financiers. Elle permet d'établir une démocratie véritable, dans laquelle chacun, bien informé et pleinement conscient, participe valablement et librement aux décisions, en se sentant responsable de la société.

Chaque mois, le journal « LA GRANDE RELEVÉ » vous apporte une analyse originale de l'actualité économique, de nouveaux arguments, des chiffres, des compléments d'information. Lisez et faites lire : LA GRANDE RELEVÉ des Hommes par la Science, 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET.

Spécimens gratuits sur demande (joindre un timbre).

Abonnement annuel : 30 F
C.C.P. 13.402-39 Paris